

la carte blanche

Guy Verhofstadt Président du groupe Alliance des démocrates et libéraux au Parlement européen.

Sauver Schengen pour sauver l'Union

L'un des acquis les plus précieux et les plus utiles de l'intégration européenne est en péril. L'ancien Premier ministre belge pointe du doigt une « souveraineté mal placée ».

La fermeture des frontières suédoises et danoises marque un nouvel épisode regrettable dans la cacophonie européenne sur la crise des réfugiés. Schengen, accusé à tort d'être la cause de nos échecs, subit pourtant les effets de pressions migratoires sans précédent et du manque criant d'une véritable frontière extérieure européenne. Si aucune décision concrète n'est prise rapidement, un acquis essentiel de la construction européenne

et symbole de liberté qu'est Schengen est bel est bien menacé, et pourrait entraîner dans sa chute tout l'acquis communautaire.

Des failles mais aussi des bienfaits

Conclu il y a tout juste 30 ans, l'accord de Schengen est l'une des plus grandes réussites de l'intégration européenne, formalisant la liberté de mouvement et constituant un vecteur important de croissance économique, d'échanges culturels et de prospérité. Des chiffres officiels démontrent des bénéfices importants pour les citoyens, avec une augmentation de l'ordre de 500 euros par an de revenu supplémentaire. Les entreprises ont constaté une augmentation de leurs exportations dans et en dehors des frontières européennes, favorisant la prospérité économique et la création d'emploi. Enfin, chaque année, près de 300.000 étudiants bénéficient des bienfaits éducatifs et culturels du programme Erasmus.

Le même jour, la frontière grecque devint la frontière allemande, les États décidant souverainement de partager une frontière commune. L'arrivée sans précédent de près d'un million de migrants et de réfugiés fuyant la guerre, les conflits armés et la misère a cependant mis en lumière les failles du système Schengen actuel et l'absolue nécessité de le réformer.

Les moyens alloués par les États membres à l'agence Frontex, censée protéger nos frontières, se sont rapidement montrés insuffisants et la Convention de Dublin s'est avérée obsolète. Nous devons faire face à la réalité : les frontières extérieures de l'Union européenne, et plus particulièrement la frontière grecque, sont une véritable passoire.

Des mesures inefficaces

Entre 2.000 et 3.000 migrants arrivent encore quotidiennement sur les côtes de la Grèce. Les autorités grecques sont totalement débordées et la situation est devenue ingérable pour deux raisons principales. D'une part, due au manque de

moyens matériels et humains nécessaires pourtant promis par les autres capitales. D'autre part, par le refus des dirigeants grecs d'accepter sur leur territoire un corps européen de gardes-côtes et de gardes-frontières. Fermant les yeux sur les violations des droits de l'homme d'Ankara, le Conseil a alors choisi d'externaliser la gestion de cette crise à la Turquie sans que cela ait à ce jour produit des résultats probants sur le nombre d'arrivées. L'ensemble des mesures prises jusqu'ici se montre totalement inefficace pour endiguer d'une quelconque manière l'afflux massif de migrant sur notre sol.

Bloqués en Grèce dans l'attente d'être enregistrés, les réfugiés n'ont pas attendu que les chefs d'État et de gouvernement se décident et ont depuis longtemps préféré l'exil vers le nord. En résulte un effet domino désastreux, chaque État fermant tour à tour ses frontières en se renvoyant les réfugiés tels des balles de ping-pong. Le fait que la Suède, pays européen ayant pourtant accueilli le plus grand nombre de réfugiés par habitant dans toute l'Europe, réinstaure des contrôles frontaliers est l'illustration la plus récente de ce fiasco. Partager et répartir équitablement les réfugiés entre les 28 États membres aurait pourtant été la solution la plus rationnelle, la plus efficace et la plus humaine. En lieu et place, certains États euro-

péens ont décidé de se retrancher derrière des barrières populistes et des murs de béton, laissant gésir dans le froid et la boue hommes, femmes et enfants. Ces mêmes États, citant Schengen comme la source du problème, se refusent à admettre que son démantèlement actuel est la conséquence d'une protection totalement défaillante de nos frontières extérieures : cela revient à considérer la victime comme coupable. Lorsque Monsieur Sarkozy déclare que Schengen est mort, réalise-t-il seulement que rien n'a été mis en œuvre pour le sauver ? La situation aux frontières externes de Schengen est devenue insoutenable. Le salut passera inmanquablement par une réduction durable du nombre d'arrivées sur le territoire européen.

Les valeurs humanistes bafouées

Seule une force de gardes-côtes et de gardes-frontières européens sera à même de remplir cet objectif. La Commission en a fait la proposition. Il est maintenant primordial pour le Conseil d'accélérer la procédure législative nécessaire à sa mise en place, et pour la Grèce d'en accepter la venue sur son sol. Les réfugiés déjà présents en Europe doivent bénéficier de conditions de vie et de logement décentes. Voir des êtres humains être traités comme des animaux, dormant dans la boue et sous la pluie, est indigne des valeurs humanistes fondatrices de l'Union européenne. Nous ne pouvons l'accepter.

Parallèlement, la mise en place d'un système de réallocation obligatoire des réfugiés est essentielle afin que les 28 États membres partagent équitablement le poids de cette crise. L'égoïsme démontré par certains États doit cesser.

Enfin, la mise en place d'une politique européenne de demande d'asile et de migration permettra de différencier réfugiés et migrants économiques. Les premiers bénéficient du droit à l'asile entériné dans les traités internationaux et nous leur devons protection. Les seconds, travailleurs qualifiés et non qualifiés, devront passer par le biais d'une procédure légale permettant l'obtention d'un permis de travail en fonction de nos besoins.

Trop de temps s'est écoulé sans que les décisions nécessaires ne soient prises, chaque occasion manquée nous plongeant un peu plus dans la crise. Nous ne pouvons laisser en péril l'un des acquis les plus précieux et les plus utiles de l'intégration européenne sous couvert d'une souveraineté mal placée. L'heure du choix a sonné : sans action immédiate, Schengen pourrait se transformer en un douloureux souvenir et entraîner dans sa chute tout l'acquis communautaire. ■